

La fermeture de la biscuiterie de Mondelez (bis) **Le Devoir aux prolétaires : Crevez !**

De conclure l'éditorial du Devoir : « ...plus nous serons ouverts sur le monde, plus nous placerons l'éducation et la formation en tête de nos priorités, plus nous investirons dans la recherche et l'amélioration de nos infrastructures productives et plus nous saurons attirer et garder chez nous des entreprises innovantes et une main-d'œuvre inventive. Inutile de chercher midi à quatorze heures : elle est là la réponse au départ d'une usine de biscuits. »¹ Un petit biscuit importé avec ça ? Vive le libre-échange ! Vive la compétitivité ! Vive l'éducation et la recherche au service du capital ! Au diable les sans diplômes payés un bon salaire syndiqué. Est-ce pour cette raison qu'une partie de la bourgeoisie est ouverte au salaire minimum à 15\$ pour un de ces jours ? De toute façon, les « coûts [sont] plus élevés pour exploiter une entreprise à Montréal [à cause de la] difficulté de circuler en ville... » L'auto solo est et restera reine aujourd'hui et pour l'éternité.

D'argumenter l'éditorialiste : « ...le Québec se retrouve aujourd'hui avec le taux de chômage le plus bas des 40 dernières années grâce à la création de centaines de milliers d'emplois dans les services... » Malgré ce « record », un béni-oui-oui du capitalisme comme Alain Dubuc souligne que « L'[Institut du Québec] conclut que "malgré un taux de chômage de 6,2 % en novembre 2016, la vigueur du marché de l'emploi québécois n'a pas retrouvé sa vigueur d'avant la récession" »². Selon cet institut, une collaboration des HEC et du Conference Board, « la baisse du taux de chômage est de plus en plus attribuable au vieillissement de la population plutôt qu'à la création nette d'emplois » ce qui se manifeste par « un taux d'activité en déclin et un chômage de longue durée plus problématique »³. Quant à la qualité de ces emplois, elle « est semblable à celle qui prévalait de 2010 à 2012, mais n'est pas aussi bonne qu'en 2007 et 2008 »...justement à cause de la prépondérance croissante des emplois dans les services privés.

Même la proposition péquiste d'« offrir une aide financière aux employés qui voudraient relancer l'entreprise » ne trouve pas grâce à yeux du Devoir : « Noble idée, certes, mais dans le monde d'aujourd'hui, elle ne peut s'appliquer qu'à un nombre excessivement restreint de cas. De grâce, évitons les Tricofil ! » Certes une coopérative abandonnée à la globalisation serait vouée à l'échec à moins peut-être de jouer le jeu capitaliste à la mode Desjardins ou à celle Mondragón⁴. L'achat local ? Une arme à deux tranchants de dire l'éditorial car « [l]e protectionnisme est un jeu duquel le plus petit partenaire sort rarement gagnant. » Québec Inc devrait donc montrer patte blanche à USA/Euro/China Inc.. Les ALÉNA, AÉCG... ne sont-ils pas faits pour ça ? Ne resterait plus au Québec qu'à sur-performer à la suédoise sur fond d'austérité et de privatisation⁵ tout en espérant le gros lot pétrolier à ranger dans le lit douillet de la loi 106 adoptée à la hussarde⁶.

Réactions petites-bourgeoises de mépris, de silence gêné et de cris de faux indignés

Voilà la réaction méprisante de la (petite-)bourgeoisie face à une attaque carabinée, sans fard, du capital contre le prolétariat. Aucune organisation dite de gauche ne peut se défiler ou se contenter de larmes de crocodiles⁷ à moins d'un désistement confinant à la trahison. Pourtant, jusqu'ici, on entend que silences de plomb et cris d'orfraie, de la FTQ à Presse-toi-à-gauche en passant par

1 Jean-Robert Sansfaçon, [Mondelez — Regarder devant soi](#) (éditorial), Le Devoir, 8/12/16

2 Alain Dubuc, [Chômage à 6,2% : ne boudons pas notre plaisir](#), La Presse, 8/12/16

3 Institut du Québec, [Comprendre les tendances du marché du travail : nouvel indice IdQ de l'emploi](#), 2016. Notons que cet indice, reflétant les préoccupations du capital, ne prend pas en compte le genre et accorde une valeur supérieure aux emplois dans le secteur privé.

4 Marc Bonhomme, [Coopératisme et « économie sociale »](#), ESSF, 6/91/13

5 Voir sur mon site; [La grande illusion de la social-démocratie suédoise: Plutôt un exemple de néolibéralisation au pas de course](#), 11/01/13

6 Denis Lessard et Martin Croteau, [Projet de loi sur les hydrocarbures: les libéraux imposent le bâillon](#), La Presse, 7/12/16

7 Marie-Pier Gagné, [Mondelez ne reviendra pas sur sa décision](#), Métro-Montréal, 6/12/16

Québec solidaire⁸.

Ce vide laisse toute la place au PQ, qui a su réagir à temps, avec sa solution non viable ce dont le rusé et cynique chef péquiste est parfaitement conscient. Il ne faut pas alors se surprendre qu'un prolétariat désespéré se jette dans les bras d'un Rambo Gauthier, sorte de Trump prolétarien⁹. Il ne faut pas non plus s'étonner que ces milliers de personnes politisées qui ont participé aux consultations de Faut-qu'on-se-parle en aient ras-le-bol des partis politiques en faveur de moyens de démocratie directe et participative¹⁰. Mais gare aux éternelles consultations sans droit de décision qui servent de plate-forme de lancement à des carrières dans des moules sclérosés.

Que proposer ? Expropriation, autogestion soutenue et souveraineté alimentaire

- D'abord répondre du tact au tact par l'expropriation sans compensation des actifs québécois de cette transnationale étasunienne.
- Ensuite faire connaître haut et fort que le gouvernement est prêt à remettre ces actifs à une coop ou OSBL, avec le soutien financier et technique de la CDPQ, de facto une banque étatique¹¹.
- Enfin, dans le cadre de la politique limitée de souveraineté alimentaire de l'ancien gouvernement péquiste¹² et en conformité avec la plate-forme Solidaire de 2014, exiger une priorité d'achat pour les usines d'aliment sans but lucratif quitte à ce que l'ex-usine Mondalez réajuste sa production. Mettre ces exigences dans la perspective de la souveraineté alimentaire comme « *subordination du droit au commerce par celui des peuples à une production agricole et alimentaire locale, saine et écologique réalisée dans des conditions équitables qui respectent le droit de tous les partenaires à des conditions de travail et de rémunération décentes* » tel que définie par la Coalition souveraineté alimentaire du Québec¹³ dont font partie l'Union de producteurs agricoles (UPA), la CSN, la CSQ, Alternatives...

On peut être assuré qu'une telle prise de position, correctement répercutée dans les médias et convenablement expliquée aux syndicats concernés, mais sans se réfugier peureusement sous le parapluie de la pusillanimité bureaucratique¹⁴, saura provoquer un sursaut combatif loin de la capitulation soit des syndicats locaux soit d'un groupe de travailleuses qui ont du cœur au ventre.

Marc Bonhomme, 9 décembre 2016,

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

8 Une assemblée générale conjointe des membres Solidaire des trois circonscriptions où est située l'usine concernée n'aurait pas mis ce point à l'ordre du jour n'eût été de mon intervention. Cette assemblée a rejeté la proposition d'expropriation, pourtant dans le programme Solidaire, pour ne retenir que l'idée de coop, soit la proposition du PQ.

9 Michel David, [Le réparateur](#), Le Devoir, 8/12/16

10 Gabriel Nadeau-Dubois à l'émission Gravel le matin de Radio-Canada du 9/12/16

11 Selon le programme de Québec solidaire, « *En cas de fermeture dans le cadre d'une délocalisation d'entreprise, Québec solidaire entend reconnaître le droit aux employé-es de reconvertir l'entreprise en coopérative, le tout sans indemnisation à l'employeur* » [Je souligne]. La plate-forme, qui « oublie » de reprendre l'idée d'expropriation sans compensation, ajoute que ce processus est sous la responsabilité de la CDPQ.

12 Presse canadienne, [Québec pousse d'un cran sa souveraineté alimentaire](#), La Presse, 18/12/13 : « *Selon les données du MAPAQ, le marché institutionnel [sous contrôle du gouvernement québécois] représente à lui seul des retombées de plus de 1,2 milliard \$ chaque année.* »

13 Onglet « [Souveraineté alimentaire](#) » de la Coalition souveraineté alimentaire

14 Presse canadienne, [Des syndicats tentent de garder l'usine de biscuits Mondelez à Montréal](#), Radio-Canada, 5/12/16